

4 juillet

Feuilleton des Pétitions, n° 23

4 juillet 1832

Chambre des Représentans.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 25.

Vendredi juillet 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. H. DEBROUCKÈRE, 1^{er} rapporteur.

N° 672. Par 5 pétitions non datées,

Les habitans des communes de Nevelles, Rosselaere, Meygens, Poessel, Oostwinkel et Vanderhoute, demandent que l'on augmente le droit de sortie sur les lins. — Conclus. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 673. Par pétition en date du 24 mai 1832,

Le conseil communal de Vaals (Limbourg), demande que les habitans de cette commune conservent la franchise qui leur avait été accordée en 1828, pour la harrière y établie. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 674. Par pétition en date du 24 mai 1832,

Le conseil communal de Vaals (Limbourg), réclame contre la décision des états députés, qui charge cette commune des frais d'entretien d'une famille entrée volontairement au dépôt de mendicité. — Conclus. —
Ordre du jour.

(2)

N° 675. Par pétition en date du 26 mai 1852,

Le sieur Gilbert-frère, demeurant à Bruxelles, demande que la chambre renvoie au ministre compétent, toutes les pétitions relatives au déguerpissement qui lui ont été adressées ainsi qu'au congrès. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 676. Par pétition en date du 21 mai 1852,

La dame veuve Jacques Vantilt, née Gilbert, dont la précédente pétition, qui demandait le paiement de plusieurs arbres abattus sur sa propriété par l'autorité militaire, a été renvoyée à M. le ministre de la guerre, demande que la chambre provoque de ce ministre une suite à sa réclamation. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 677. Par pétition en date du 25 mai 1852,

Le conseil de régence de Philippeville réclame l'établissement d'un tribunal de première instance dans cette ville. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice, et dépôt au bureau des renseignements.

N° 678. Par pétition en date du 27 mai 1852,

Le sieur Tb. Lacour, de Mons, ancien capitaine, demande que la chambre force le ministre de la guerre à expliquer sa conduite à son égard. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 679. Par pétition en date du 29 mai 1852,

Le sieur Lafaye, demeurant à Bruxelles, propriétaire de deux maisons situées au boulevard de l'Observatoire de ladite ville, renouvelle sa demande de dégré-

vement d'impositions sur ces deux propriétés. — Concl. — Ordre du jour.

N° 680. Par pétition en date du 16 mai 1852 ,

Les habitans des communes de Wyngene et d'Arvoye demandent que le lin soit prohibé à la sortie. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 681. Par pétition en date du 28 mai 1852 ,

Les receveur, visiteurs et teneur de livres au bureau des douanes à Hertain, demandent que la chambre décrète le rétablissement des léges ou leur fasse obtenir une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 682. Par pétition en date du 25 mai 1852 ,

La dame veuve Deceulener, de Bruxelles, demande à jouir de la pension accordée aux veuves d'officiers. — Concl. — Ordre du jour.

N° 683. Par pétition en date du 31 mai 1852 ,

Le sieur J. J. Chorus, ex-commandant de place de Sittaert, demande d'être admis à avoir part à l'indemnité accordée aux volontaires qui ne peuvent rentrer dans leurs foyers. — Concl. — Ordre du jour.

N° 684. Par pétition en date du 11 mai 1852 ,

La régence d'Ypres demande que les réparations civiles, dues aux victimes des émeutes populaires, soient supportées par l'état. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 625. Par pétition en date du 30 mai 1852,

Le sieur H. Vandermaesen, avocat et maître de forges à Liège, s'oppose au paiement de sa partie de l'imposition frappée pour frais de culte et plus particulièrement pour frais du culte catholique. — Concl. — Ordre du jour.

N° 686. Par pétition en date du 28 mai 1852,

L'administration communale de Gilly (Hainaut), réclame plusieurs mesures d'encouragement pour les charbonnages de l'arrondissement de Charleroy. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de la révision de la loi de 1810 sur ces usines.

N° 687. Par pétition en date du 25 mai 1852,

Trois propriétaires d'usines de la commune de Polleur, réclament l'exemption de la taxe à la barrière de Heury, pour les voitures et animaux appartenant à leurs usines et employés à leur exploitation. — Concl. — Ordre du jour.

M. RAYMAEKERS, 2^{me} rapporteur.

N° 688. Par pétition en date du 29 mai 1852,

Un grand nombre d'habitans de Bruges réclament contre la libre exportation du lin. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignemens.

N° 689. Par pétition en date du 1^{er} juin 1852.

Plusieurs ouvriers tisserands, de Hellebecq (Ath), demandent que leurs fils qui sont sous les drapeaux de la garde civique, et dont les bras leur sont nécessaires, soient rendus à leurs familles. — Concl. — Ordre du jour.

N° 690. Par pétition en date du 29 mai 1852 ,

Les états provinciaux de la Flandre orientale (Gand),
présentent quelques observations en faveur du siège de
la cour supérieure de justice, à Gand. — Conclue. —
Ordre du jour.

N° 691. Par pétition en date du 1^{er} juin 1852 ,

Le sieur E.-H. Verhavert, visiteur de la douane à
Adinkerke, se plaint d'être relégué dans un désert et
demande une amélioration à son sort. — Conclue. —
Ordre du jour.

N° 692. Par pétition en date du 30 mai 1852 ,

La dame veuve Georges, de Bruxelles, demande
l'annulation de l'engagement que son fils mineur a
contracté au 2^me régiment de chasseurs à cheval. —
Conclue. — Renvoi au ministre de la guerre avec de-
mande des renseignemens.

N° 693. Par pétition en date du 1^{er} juin 1852 ,

Le sieur Larok, de Noville, milicien de la classe de
1852, incorporé dans la réserve du 11^me régiment
d'infanterie, pourvoyant à la subsistance de ses parens,
se plaint d'être obligé au service parce qu'un florin de
secours a été reçu par sa famille. — Conclue. — Renvoi
au bureau des renseignemens et au ministre de l'inté-
rieur.

N° 694. Par pétition en date du 4 juin 1852 ,

Trois habitans de Ghislenghien, dont les fils font
partie du bataillon de la garde civique d'Asch, sans
avoir joui de la faculté du tirage au sort, demandent

leur renvoi dans leurs foyers et leur remplacement par d'autres communes. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 695. Par pétition en date du 1^{er} juin 1852,

Le sieur Sohet, de Frasne, réitère sa demande de naturalisation, si toutefois on ne lui reconnaît pas la qualité de Belge. — Conclue. — Renvoi au ministre de la justice.

N° 696. Par pétition en date du 22 mai 1852,

Le sieur Delsart, de Muno, commis de 3^e classe de la douane, réclame contre une retenue de dix jours, faite sur ses appointemens. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 697. Par pétition en date du

Un grand nombre d'habitans des communes de Burst, Oultre et Heydinge (Flandre orientale), réclament contre la libre exportation du lin. — Conclue. — Renvoi au bureau des renseignemens.

N° 698. Par pétition en date du 5 juin 1852,

Le sieur de Thysebart, visiteur à la douane à Warleton, demande qu'ensuite de la suppression des légés, son traitement soit augmenté. — Conclue. — Renvoi au ministre des finances.

N° 699. Par pétition en date du 6 juin 1852,

Le sieur Scheyts, cabaretier à Bruxelles, se plaint de ce que le portier du ministre des finances tient un restaurant. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 700. Par pétition en date du 4 juin 1852,

Le conseil de régence de la ville de Laroche de-

mande que la régie des bois communaux soit rendue aux administrations locales sous la direction des conseils provinciaux. — Conclue. — Renvoi au bureau des renseignements et au ministre des finances.

N° 701. Par pétition en date du 7 juin 1852,

Le sieur Dupont, à Bruxelles, se plaint de ce que plusieurs officiers de la garde civique mobilisée ont été renvoyés, par arrêté du 29 mars dernier, sans solde de disponibilité. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 702. Par pétition en date du 9 juin 1852,

Le sieur Alexandre, ex-professeur de rhétorique, renouvelle sa demande d'une indemnité jusqu'à sa réintégration dans son grade. — Conclue. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

N° 703. Par pétition en date du 8 juin 1852,

Le sieur Gerard, auditeur militaire près la 5^{me} division mobile à Ruremonde, adresse à la chambre quelques idées relatives au recours en cassation en matière militaire. — Conclue. — Renvoi à la commission chargée de faire un rapport sur le pourvoi en cassation en matière pénale militaire.

M. POSCHER, 5^{me} rapporteur.

N° 704. Par pétition en date du 8 juin 1852,

Le sieur F. Gilles à S^t-Gérard, (près Namur) se plaint d'être assujéti à payer la taxe sur les chiens, établie par arrêté du roi Guillaume, et maintenue dans cette seule province par les états-députés. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 705. Par pétition en date du 10 juin 1852,

Le sieur Devolder, instituteur à Bruges, demande :

1° Une loi sur l'instruction ; 2° l'exemption de contributions sur toutes les salles d'école et 3° que les instituteurs soient exempts du droit de patente. — Conclut. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 706. Par pétition en date du 11 juin 1852,

Les distillateurs et négocians en gros de la ville et province de Namur, réclament diverses modifications à la loi sur les distilleries. — Conclut. — Renvoi au bureau des renseignemens.

N° 707. Par pétition non datée,

Un grand nombre de propriétaires de mines au couchant de Mons, demandent une disposition qui permette d'exécuter l'article 53 de la loi du 21 avril 1810. — Conclut. — A la commission chargée de la révision de cette loi.

N° 708. Par pétition non datée,

Un nombre considérable de rouliers et voituriers demandent d'être autorisés à charger leurs voitures au-delà du poids autorisé par les lois en vigueur sur le roulage. — Conclut. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 709. Par pétition en date du 10 juin 1852,

Le sieur Conrard Raikem, fils, de Grivegnée (Liège), demande que les receveurs des actes civils, judiciaires et exploits d'huissier, soient tenus de signer ou para-

pher les renvois qui se trouvent dans ces actes. —
Conclus. — Renvoi à MM. les ministres de la justice
et des finances.

N° 710. Par pétition en date du 14 juin 1852,

Le sieur Vanruymbeke, chirurgien-accoucheur à
Dixmudes, (Flandre Occidentale), demande la remise
de la médaille qui lui a été accordée par arrêté du roi
Guillaume, pour vaccination. — Conclus. — A M. le
ministre de l'intérieur.

N° 711. Par pétition en date du 15 juin 1852,

Les sieurs Raingo et Leroy, d'Enghien, adressent
des observations relatives au projet de loi sur l'orga-
nisation de la réserve de l'armée. — Conclus. — Ren-
voi à M. le ministre de la guerre.

N° 712. Par pétition en date du 10 juin 1852,

La dame Catherine Lannoy, V^e Lemaigre, de Gilly,
demande pour son fils qui pourvoit à sa subsistance,
l'exemption du service du 1^{er} ban de la garde civique.
— Conclus. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur
et au bureau des renseignemens.

N° 713. Par pétition en date du 14 juin 1852,

Le sieur Duisberg, à Namur, renouvelle sa de-
mande d'une pension ou du maintien dans son grade
d'aide-major. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre
de la guerre.

N° 714. Par pétition en date du 14 juin 1852,

Le sieur Henri Beckers, à Liège, en activité dans le
1^{er} ban de la garde civique d'Anvers, prétend être obligé

injustement au service et demande son exemption. —
Conclus. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 715. Par pétition en date du 13 juin 1852 ,

Le sieur Théodore Vreucop, à Geronville, adjudant-major au 3^me bataillon de la garde civique du canton de Virton (Luxembourg), demande :

1° Une disposition qui oblige les officiers d'État-Major de chaque légion, de se rendre à Bruxelles, un mois par an, pour y apprendre les élémens de la fortification de campagne, et 2° que la Chambre s'occupe au plus tôt des lois d'organisation provinciale et communale. — Conclus. — Ordre du jour.

N° 716. Par pétition en date du 14 juin 1852 ,

La dame B. Casman, à Bruxelles, dont l'établissement a été pillé et dévasté par les Hollandais, lors de l'attaque en septembre 1850, demande que la Chambre prenne une disposition qui mette M. le ministre de l'intérieur à même de lui donner une nouvelle indemnité. — Conclus. — Renvoi au bureau des renseignemens.

N° 717. Par pétition en date du 14 juin 1852 ,

Trois négocians du Hainaut demandent que le bureau des douanes de Bois-Bourdon, soit ouvert à la sortie des grains en transit. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre des finances.

N° 718. Par pétition en date du 18 juin 1852 ,

Le sieur J. Janssen, d'Herinnes, demande une disposition qui exempte de la production du certificat de

satisfaction à la milice, les jeunes gens, nés avant 1807, qui veulent contracter mariage. — Conclue. —
Ordre du jour.

N° 719. Par pétition en date du 29 mai 1852,

Le sieur Engels, de Heldens, délégué des brasseurs de l'arrondissement de Ruremonde, demande qu'ils soient exempts de payer le timbre sur les passavants, et adresse des observations sur le projet relatif aux distilleries. — Conclue. — Renvoi au bureau des renseignements.

N° 720. Par pétition en date du 15 juin 1852,

Un grand nombre d'habitans de la commune d'In-goyghen demandent l'augmentation des droits à la sortie des lins. — Conclue. — Renvoi au bureau des renseignements.

N° 721. Par pétition en date du 30 juin 1852,

Le sieur Félix Deheim, à Liège, demande que lors de la discussion du nouveau projet sur la garde civique, il soit pris une disposition en faveur de ceux qui ont des frères au service aux Indes. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignements et renvoi au ministre de l'intérieur.

N° 722. Par pétitions non datées,

Un grand nombre d'habitans des communes de Machelen et de Denterghem, demandent une augmentation de droits à la sortie des lins. — Conclue. — Renvoi au bureau des renseignements.

(12)

N^o 723. Par pétition en date du 10 juin 1852 ,
Le sieur J.-L. Frings , commis de 5^me classe au bureau de Gronsveld , demande des lettres de naturalisation. — Conclue. — Renvoi au ministre de la justice , et dépôt au bureau des renseignemens.
